

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	56	9

N° de séance : 40

Objet de la délibération : Forfait Post  
Stationnement - Conventions de  
reversement des recettes issues des FPS -  
Exercice 2022

**N° d'enregistrement : CC.2022.153**

Date de convocation :  
**05 juillet 2022**

Date d'affichage  
**18 JUL. 2022**

Date de réception en s/Préfecture

**18 JUL. 2022**

Le Président certifie sous sa  
responsabilité le caractère exécutoire  
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal  
Administratif de Nice dans un délai de  
deux mois à compter de sa notification  
ou de sa publication, soit par voie  
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039  
06050 Nice Cedex 1, soit par voie  
électronique à partir de l'application «  
Télérecours citoyens » accessible sur le  
site de téléprocédures  
<http://www.telerecours.fr/>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 11 juillet 2022**

L'an deux mil vingt-deux et le 11 juillet à 16H00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré - Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

**PROCURATIONS :**

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI, Marie-Rose BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Bernard GARNIER à Joseph CESARO, Martine SAVALLI à Anne-Marie BOUSQUET, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Xavier WIIK à Jacques GENTE, Kevin LUCIANO à Christophe FONCK, Lionnel LUCA à Jean LEONETTI

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Georges VAZIA, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Thérèse DARTOIS, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur OCCELLI,**

**Vu** la mise en place de la réforme de la dépenalisation et de décentralisation du stationnement payant prévue aux articles 63 et 67 de la loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

**Vu** l'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT ;

**Vu** les délibérations n° 2591/17 du 29 septembre 2017 ainsi que n° 1320/18 et n° 1321/18 du 18 mai 2018 et la décision n°1165/20 en date du 18 mai 2020 de la Commune d’Antibes relative au stationnement payant sur les voies et parcs publics ;

**Vu** la délibération n° DE-17-12-0008 de la Commune de Vallauris du 6 décembre 2017 relative à la réforme du stationnement payant sur voirie ;

**Vu** la délibération n° DEL-2018 CM 01/002 de la Commune de Villeneuve-Loubet du 18 janvier 2018 relative à la réforme du stationnement payant estival ;

**Vu** la délibération n° 31.07.2017\_0061 de la Commune de Saint Paul du 31 juillet 2017 relative à la dépenalisation du stationnement payant ;

L'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du C.G.C.T. énonce en son alinéa 4 *que : « la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signe une convention avant le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfaits de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire ».*

Dans le cadre de la politique relative au stationnement sur le territoire communal, les Communes d’Antibes, de Vallauris, de Saint Paul et de Villeneuve-Loubet ont institué, au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la redevance de stationnement sur leurs territoires.

La C.A.S.A. est quant à elle compétente en matière d'organisation de la mobilité et de voiries d'intérêt communautaire mais n'exerce pas l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnement et, pour la totalité des voies, de la voirie.

Ainsi, conformément aux dispositions précitées, un projet de convention joint au présent doit fixer le principe, et le cas échéant, précise les modalités de reversement d'une partie des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) institué par les Communes concernées pour l'exercice 2022.

Dans le cadre du principe de bonne administration, cette convention formalise le principe d'un reversement nul des Communes ayant institué le FPS à la C.A.S.A. pour l'exercice 2022.

Dans ce même cadre, les quatre communes ont prévu de délibérer dans les mêmes termes que la C.A.S.A, en vue de la signature de ladite convention entre la C.A.S.A et chacune des communes concernées.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,  
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les projets de convention relatifs au reversement des recettes issues des Forfaits de Post Stationnement pour l'exercice 2022, joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer lesdites conventions relatives au reversement des recettes issues des Forfaits de Post Stationnement pour l'exercice 2022 avec les communes concernées et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 11 JUILLET 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Forfait Post Stationnement - Conventions de reversement des recettes issues des FPS - Exercice 2022

---

Date de transmission de l'acte : 18/07/2022

Date de réception de l'accusé de  
réception : 18/07/2022

---

Numéro de l'acte : CC\_2022\_153 ( voir l'acte associé )

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220711-CC\_2022\_153-DE

---

Date de décision : 11/07/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

---

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de compétences par thèmes  
8.7. Transports